



Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction D - Projets immobiliers
L - 2929 LUXEMBOURG

A APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

**CONTRAT-CADRE EN ENTREPRISE GÉNÉRALE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE
CONSTRUCTION, DE RÉNOVATION OU D'AMÉNAGEMENT DANS LES BÂTIMENTS DU
PARLEMENT EUROPÉEN**

CAHIER DES CHARGES

1. INTRODUCTION

Le présent cahier des charges fait partie intégrante des documents de marché préparés pour le marché en objet. Les documents de marché susmentionnés sont composés:

- d'une lettre d'invitation à soumissionner;
- des conditions pour soumettre une offre;
- d'un cahier d'engagement;
- d'un cahier des charges et de ses annexes;
- d'un modèle de contrat-cadre ;
- d'un modèle de contrat spécifique.

Le présent cahier des charges est complété par les annexes suivantes, qui en font partie intégrante:

Annexe I: Spécifications techniques

Annexe II: Politique environnementale du Parlement européen

Annexe III: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Annexe IV: Fiche de renseignements financiers

Annexe V: Fiche de référence travaux

Annexe VI: Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne lors de l'envoi de l'offre

PARTIE I - INFORMATIONS GÉNÉRALES

2. OBJET DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions du Règlement (UE, Euratom) 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, tel que modifié par le règlement (UE, EURATOM) 2015/1929 du Parlement européen et du Conseil du 28 octobre 2015 et du Règlement délégué (UE) 2015/2462 de la Commission du 30 octobre 2015 modifiant le Règlement délégué (UE) 1268/2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, , le Parlement européen a décidé d'engager le présent appel d'offres en vue de de la signature d'un contrat-cadre avec opérateurs multiples et remise en concurrence (voir article 12) afin d'effectuer, en tant qu'entreprise générale, des travaux de construction, rénovation et/ou d'aménagement dans les bâtiments du Parlement européen sis à Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg.

Le contrat-cadre aura une durée de 48 mois qui commencera à courir à compter de la signature du contrat-cadre.

3. DESCRIPTION, OBJECTIF ET MONTANT ESTIMÉ DU MARCHÉ

Le présent marché vise la réalisation de divers travaux de construction, rénovation et/ou d'aménagement dans les bâtiments du Parlement européen sis à Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg.

Le marché a une durée totale de 48 mois, qui commencera à courir à compter de la signature du contrat-cadre. L'exécution du marché ne commencera qu'à partir du moment où le contrat-cadre sera signé.

Tout renouvellement contractuel sera effectué conformément aux conditions fixées dans le contrat.

Le Parlement européen se réserve le droit d'exercer l'option de recourir à une procédure négociée en application de l'article 134.1.e des Règles d'application du Règlement financier, pour confier à l'attributaire du marché l'exécution de nouveaux travaux consistant dans la répétition de services ou en travaux similaires, et ce pour les prestations possibles définies par le document « Spécifications techniques ».

4. PARTICIPATION À LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES

La participation à la présente procédure d'appel d'offres est ouverte dans les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un État membre de l'Union européenne et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics leur donnant accès au marché objet de cet appel d'offres et dans les conditions prévues par cet accord.

Afin de déterminer l'admissibilité des soumissionnaires, ceux-ci devront indiquer, dans leur offre, l'État dans lequel ils ont leur siège ou sont domiciliés. Ils présenteront également les preuves requises selon leur loi nationale ou d'autres preuves équivalentes permettant au Parlement européen de vérifier leur origine.

5. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

L'annexe III sera obligatoirement complétée et annexée à l'offre si celle-ci est introduite par un groupement d'opérateurs économiques.

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête une forme juridique déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution du marché. Cette exigence pourra être communiquée par le Parlement européen à tout moment de la procédure de passation du marché mais, dans tous les cas, avant la signature du contrat.

Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique au plus tard avant la signature du contrat si le marché lui est attribué. Cette forme juridique pourra prendre une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, cela pourrait être par exemple, un consortium ou une association momentanée);
- la signature, par tous les partenaires, d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le statut réel du groupement sera prouvé par tout document ou accord souscrits entre les membres du groupement et devra être joint à l'offre.

Exceptionnellement, ces documents ou accords pourront être modifiés et/ou envoyés après la date limite de soumission d'une offre mais en aucun cas après la communication des résultats de l'appel d'offres aux soumissionnaires concernés. Le Parlement européen se réserve le droit de rejeter une offre si les conditions des accords entre les membres d'un groupement sont modifiées au cours de la procédure, si celles-ci ne prévoient pas une responsabilité solidaire entre ses membres ou si aucun accord ayant une valeur juridique n'a été présenté avec l'offre.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci garantissent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. En tout cas, il est rappelé que le Parlement européen se référera expressément dans le contrat à signer avec le groupement d'opérateurs à l'existence d'une responsabilité solidaire entre ses membres. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité pouvant représenter les membres et ayant, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres.

Les offres émanant de groupements d'opérateurs économiques doivent préciser le rôle, les compétences et l'expérience de chaque membre du groupe. La soumission de l'offre sera effectuée par les opérateurs économiques unis qui assument également leur responsabilité solidaire pour la soumission.

Pour un groupement d'opérateurs économiques, la preuve de droit d'accès au marché (admissibilité), ainsi que les preuves relatives au respect des critères d'exclusion et de sélection seront fournies par chaque membre du groupement. En ce qui concerne les critères de sélection, le Parlement européen peut faire valoir les capacités des autres membres du groupement afin de déterminer si le soumissionnaire disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché. Dans ce cas, ces membres devront produire un engagement par lequel ils mettent à la disposition des autres les moyens nécessaires à l'exécution du contrat.

6. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée.

La déclaration de la liste des sous-traitants n'est pas requise dans le cadre de la procédure de passation de marché.

Lors de l'exécution du contrat, le contractant informera le Parlement européen de tout recours à la sous-traitance. Il soumettra une demande d'agrément de sous-traitance pour chaque sous-traitant avant l'intervention de celui-ci.

Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra contenir: le contrat de sous-traitance, une déclaration sur l'honneur concernant l'ensemble des critères d'exclusion du marché, une assurance des risques professionnels et une assurance de garantie décennale.

L'ordonnateur compétent se réserve le droit d'accepter ou non le sous-traitant proposé. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis.

Le Parlement européen se réserve le droit de rejeter tout sous-traitant ne satisfaisant pas aux critères d'exclusion (voir point 13) et/ou de sélection (voir point 14).

L'autorisation du Parlement européen sera toujours accordée par écrit.

7. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

8. PRIX

Les coefficients φ_{SAJ} et φ_{TOT} (voir article 15) sont fermes et non révisables.

Les prix des travaux objet des contrats spécifiques (voir article 12) seront soit fermes et non révisables, soit révisables selon les dispositions du contrat spécifique.

En application de l'article 3 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, l'offre de prix sera soumise TTC.

L'offre de prix doit être globale forfaitaire, tout compris et exprimée en euros, même pour les pays qui ne font pas partie de la zone euro. Pour les soumissionnaires de ces derniers pays, le montant de l'offre ne pourra pas être révisé en fonction de l'évolution du taux de change. Le choix du taux de change appartient au soumissionnaire, qui accepte les risques ou les bénéfices de toute variation du taux.

9. GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune garantie financière n'est exigée dans le cadre de la présente procédure.

A l'occasion de la conclusion de chaque contrat spécifique de valeur supérieur ou égale à 100 000 €, le Parlement européen exigera la constitution d'une garantie de bonne fin d'un montant équivalent à 10 % du montant total des travaux objet de la commande.

10. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Politique environnementale du Parlement européen

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière d'environnement dans le domaine du marché. À ce titre, il est à noter que le Parlement européen applique le système de gestion environnementale EMAS conformément au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009. Des informations à ce sujet sont fournies par le service ordonnateur dans l'annexe II du présent cahier des charges. L'attributaire devra s'assurer que les informations transmises par le Parlement européen sur le programme EMAS en général, et plus précisément sur la mise en œuvre concrète de mesures environnementales, soient connues de l'ensemble de son personnel travaillant pour le Parlement européen. À la demande de celui-ci, l'attributaire peut être tenu d'attester que toute personne affectée aux travaux contractuels a reçu la formation professionnelle nécessaire et adéquate (du point de vue technique, sécurité et environnemental) concernant le respect des règles de sécurité, la manipulation correcte des équipements et produits à utiliser, y compris les mesures à prendre en cas de fausse manipulation ou d'autres incidents éventuels.

11. POLITIQUE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter, dans l'exécution du marché, une politique de promotion de l'égalité et de la diversité en assurant l'application pleine et entière des principes de non-discrimination et d'égalité énoncés dans les traités de l'Union européenne. Plus précisément, l'attributaire du marché s'engage à créer, à maintenir et à promouvoir un environnement de travail ouvert et inclusif, respectueux de la dignité humaine et des principes d'égalité des chances, articulé autour de trois axes prioritaires:

- égalité des femmes et des hommes;
- emploi et intégration des personnes handicapées;
- élimination de tout obstacle au recrutement et de toute discrimination potentielle fondés sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

12. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES CONTRATS-CADRES

Les contrats-cadres seront exécutés à l'aide de contrats spécifiques qui doivent être signés après l'application d'un système de passation de commandes avec remise en concurrence.

La mise en place de ce système comportera la signature, à l'issue de la présente procédure, de 5 contrats-cadres au plus (Si le nombre d'offres recevables et conformes le permet) avec les 5 premiers opérateurs économiques classés à l'issue de l'évaluation des offres soumises dans le cadre de la présente procédure.

À l'occasion de la passation d'une commande et avant la signature d'un contrat spécifique, le Parlement Européen invitera par écrit les contractants désignés à l'issue de la présente procédure, à soumettre une offre concernant la commande spécifique, en leur adressant les documents suivants :

- Une lettre d'invitation à soumissionner ;
- Un document dénommé « Conditions pour soumettre une offre » qui reprendra notamment le calendrier de la procédure de remise en concurrence et les modalités de constitution et de remise d'une offre ;
- Un document dénommé « Cahier des charges » qui définira les règles administratives et juridiques applicables à la procédure de remise en concurrence et notamment les critères d'attribution, et auquel sera annexé notamment un document dénommé « spécifications techniques » qui contiendra toutes les informations d'ordre technique relatives à la commande envisagée permettant au contractant de formuler son offre ;
- Un document dénommé « Cahier d'engagement » qui formalisera l'engagement du contractant en cas d'attribution, notamment en termes de prix ;
- Un document dénommé « Projet de contrat spécifique » qui préfigurerait le contrat spécifique qui sera signé à l'issue de la procédure de remise en concurrence.

Après réception et évaluation des nouvelles offres, le Parlement européen décidera de l'attribution de la commande qui sera exécutée à compter de la signature du contrat spécifique.

Les critères d'attribution, ainsi que leur pondération, définis par le Parlement Européen pour l'évaluation des offres reçues dans le cadre de la procédure de remise en concurrence sont les suivants :

- Soit uniquement le critère prix ;
- Soit un rapport qualité/prix dans lequel la qualité sera fonction des délais d'exécution proposés par le contractant.

Dans cette seconde hypothèse la pondération du critère prix pourra varier de 60 % à 90 % et celle du critère qualité de 40% à 10%.

Les opérateurs économiques invités à soumettre une offre ne sont pas tenus de répondre à la demande du Parlement Européen. Toutefois, si le contractant ne soumet pas d'offres après 2 invitations à soumissionner, le Parlement européen pourra appliquer les sanctions prévues dans le contrat-cadre, y compris la demande de résiliation de celui-ci.

Les contractants dont l'offre n'aura pas été retenue seront informés par écrit des raisons de leur rejet.

PARTIE II - CRITÈRES D'EXCLUSION, DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

13. CRITÈRES D'EXCLUSION

La version intégrale des articles 106, 107 et 108 du Règlement financier relatifs aux critères d'exclusion et à leur application sont disponibles au Journal officiel de l'Union européenne, N° L 286 du 30 octobre 2015, pp.1 à 29.

Article 106 du Règlement financier (extraits) : seuls les points 1, 4, 7 et 8 de l'article 106 sont reproduits.

1. Le pouvoir adjudicateur exclut un opérateur économique de la participation aux procédures de passation de marché régies par le présent règlement dans les cas suivants :
 - a) l'opérateur économique est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, il a conclu un concordat préventif, il se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;
 - b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit du pays où il est établi, à celui du pays où le pouvoir adjudicateur se situe ou à celui du pays où le marché doit être exécuté;
 - c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle il appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:
 - i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l'exécution d'un marché;
 - ii) conclusion d'un accord avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence;
 - iii) violation de droits de propriété intellectuelle;
 - iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure de passation de marché;
 - v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché;

- d) il a été établi par un jugement définitif que l'opérateur économique est coupable de l'un des faits suivants:
- i) fraude, au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995¹;
 - ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997², et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil³, ou telle qu'elle est définie dans le droit du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où l'opérateur économique est établi ou du pays où le marché doit être exécuté;
 - iii) participation à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil⁴;
 - iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er} de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil⁵;
 - v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil⁶, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;
 - vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil⁷;
- e) l'opérateur économique a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par le budget, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;
- f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil⁸.

(...)

4. Le pouvoir adjudicateur exclut l'opérateur économique lorsqu'une personne qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance dudit opérateur économique ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de cet opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au

¹ JO C 316 du 27.11.1995, p. 48

² JO C 195 du 25.6.1997, p. 1

³ Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (JO L 192 du 31.7.2003, p. 54).

⁴ Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée (JO L 300 du 11.11.2008, p. 42).

⁵ Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (JO L 309 du 25.11.2005, p. 15).

⁶ Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3).

⁷ Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil (JO L 101 du 15.4.2011, p. 1).

⁸ Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3).

paragraphe 1, points c) à f). Le pouvoir adjudicateur exclut également l'opérateur économique lorsqu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes dudit opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, point a) ou b).

(...)

7. Le pouvoir adjudicateur (...) n'exclut pas un opérateur économique de la participation à une procédure de passation de marché:
 - a) lorsque l'opérateur économique a pris des mesures correctrices visées au paragraphe 8 du présent article, démontrant ainsi sa fiabilité. Cette faculté ne s'applique pas dans le cas visé au paragraphe 1, point d), du présent article;
 - b) lorsqu'il est indispensable pour assurer la continuité du service, pour une durée limitée et dans l'attente de l'adoption des mesures correctrices énoncées au paragraphe 8 du présent article;
 - c) lorsqu'une exclusion serait disproportionnée (...).

En outre, le paragraphe 1, point a), du présent article ne s'applique pas en cas d'achat de fournitures à des conditions particulièrement avantageuses, soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des liquidateurs dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature prévue par le droit national.

(...)

8. Les mesures visées au paragraphe 7 destinées à remédier à la situation d'exclusion peuvent notamment comprendre:
 - a) les mesures visant à identifier l'origine des situations donnant lieu à l'exclusion et les mesures concrètes prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel dans le domaine d'activité concerné de l'opérateur économique qui sont de nature à corriger la conduite et à éviter qu'elle se répète;
 - b) les éléments prouvant que l'opérateur économique a pris des mesures pour indemniser ou réparer le dommage ou le préjudice causé aux intérêts financiers de l'Union par les faits en cause donnant lieu à la situation d'exclusion;
 - c) les éléments prouvant que l'opérateur économique a payé ou garanti le paiement de toute amende infligée par une autorité compétente ou de tout impôt ou de toute cotisation de sécurité sociale visé au paragraphe 1, point b).

Article 107 du Règlement financier (extraits) : seuls les points 1 et 2 de l'article 107 sont reproduits.

Rejet d'une procédure de passation de marché déterminée

1. Le pouvoir adjudicateur n'attribue pas de contrat pour une procédure de passation de marché déterminée à un opérateur économique qui:
 - a) se trouve dans une situation d'exclusion établie conformément à l'article 106;
 - b) a présenté de fausses déclarations en ce qui concerne les informations exigées pour participer à la procédure ou n'a pas communiqué ces informations;
 - c) a déjà participé à la préparation de documents de marché, si cela entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.
2. Avant de décider de rejeter d'une procédure de passation de marché déterminée, la candidature d'un opérateur économique, le pouvoir adjudicateur donne à cet opérateur la possibilité de présenter ses observations, sauf si le rejet est justifié sur la base du paragraphe 1, point a), par une décision d'exclusion prise à l'encontre de l'opérateur économique, après examen des observations qu'il a formulées.

Évaluation des critères d'exclusion

1. Tous les soumissionnaires fourniront la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée telle qu'elle figure au document « Cahier d'engagement ».
2. Les soumissionnaires à qui le marché sera attribué, fournira, dans un délai de 15 jours calendrier à compter de la date de notification de l'attribution provisoire du marché et avant la signature du contrat, les preuves suivantes:
 - un extrait récent du casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays où il est établi, faisant apparaître que l'opérateur économique auquel le marché est à attribuer ne se trouve pas dans un des cas mentionnés à l'article 106, paragraphe 1, points a), c), d) ou f), du Règlement financier. En cas de doute, il en va de même pour les personnes mentionnés à l'article 106, paragraphe 4;
 - un certificat récent délivré par l'autorité compétente de l'État concerné afin de prouver que le soumissionnaire ne se trouve pas dans le cas mentionné à l'article 106, paragraphe 1, point a) et b), du Règlement financier ;
 - lorsque les documents ou certificats indiqués ci-dessus ne sont pas délivrés par le pays concerné, et pour les autres cas d'exclusion visés à l'article 106 du Règlement financier, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, à défaut, solennelle de l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays où il est établi;
3. Le soumissionnaire à qui le marché est attribué est dispensé de l'obligation de produire les preuves documentaires indiquées au paragraphe 2 si le soumissionnaire est une organisation internationale, si le Parlement européen peut y avoir accès gratuitement en consultant une base de données nationale ou si de telles preuves ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché du Parlement européen et pour autant que la date de délivrance des documents en question ne remonte pas à plus d'un an et qu'ils soient toujours valables. En pareils cas, le soumissionnaire atteste sur l'honneur que les documents justificatifs ont déjà été fournis lors d'une procédure de passation de marchés antérieure qu'il précisera, et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation.

14. CRITÈRES DE SÉLECTION

14.1. Capacité légale et réglementaire

Le soumissionnaire doit remplir au moins la condition suivante :

- être inscrit au registre professionnel ou au registre de commerce qui convient; sauf s'il s'agit d'une organisation internationale;

Pour les groupements d'opérateurs économiques, chaque membre fournira la preuve quant à sa capacité légale et réglementaire.

14.2. Capacité financière et économique

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité économique et financière suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de la valeur et l'étendue de celui-ci. Si à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à la capacité financière du soumissionnaire ou si celle-ci s'avère insuffisante pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Par ailleurs, pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires une capacité financière et économique minimale qui sera évaluée au vu des éléments suivants :

- Chiffre d'affaires annuel minimal de 30.000.000€ HT réalisé dans le domaine concerné par le marché ; ou de 15.000.000€ HT par membre dans le cas d'un groupement
- assurance contre les risques professionnels ;
- assurance de garantie décennale (travaux).

L'évaluation de la capacité financière et économique sera effectuée à partir des éléments contenus dans les documents suivants, à fournir par les soumissionnaires:

- états financiers (bilan, compte de résultats et toute autre information financière connexe) portant sur les trois (3) derniers exercices clôturés;
- annexe IV du présent cahier des charges, dûment complété et signé ;
- polices d'assurance et preuve d'acquittements des primes.

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document jugé approprié par le Parlement européen.

Également, le soumissionnaire pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières de celui-ci. Le Parlement pourra, le cas échéant, exiger que le soumissionnaire et ces autres entités soient solidairement responsables de l'exécution du marché.

Dans les mêmes conditions, un groupement d'opérateurs économiques peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou d'autres entités.

Par ailleurs, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités économiques d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

14.3. Capacité technique et professionnelle

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité technique et professionnelle suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à ses capacités techniques et professionnelles ou si celles-ci s'avèrent insuffisantes pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le soumissionnaire devra

- justifier avoir exécuté en tant qu'entreprise générale, seule ou comme mandataire de groupement, au cours des 5 années précédant la date de publication de l'avis de marché relatif au présent appel d'offres, au moins 3 contrats de travaux de transformation de bâtiments existants, dans le secteur tertiaire, comportant des aménagements de bureaux et de salles de réunions.
 - o le montant de chaque contrat de travaux, relatif à la période de 5 ans précédant la date de publication de l'avis de marché, doit s'élever à la somme minimale de 2.000.000 € ;

- le montant total des contrats de travaux doit s'élever à la somme de 30.000.000 € sur les 5 ans précédant la date de publication de l'avis de marché
- disposer d'un système de management de la qualité ;
- disposer d'un système de management environnemental.

La capacité technique et professionnelle des opérateurs économiques sera justifiée par les documents suivants :

- a) une liste des principaux travaux exécutés au cours des cinq (5) dernières années, assortie de certificats de bonne exécution et de l'annexe V dûment complété et signé;
- b) certificat ISO 9001 ou équivalent ;
- c) certificat de gestion environnementale ISO14001 ou équivalent.

Le soumissionnaire ou candidat pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités professionnelles et/ou techniques de celui-ci.

En tout cas, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités économiques d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

Si le Parlement européen établit qu'un soumissionnaire se trouve dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait avoir une incidence sur l'exécution du marché, le Parlement pourra conclure que le soumissionnaire n'a pas le niveau de qualité approprié pour exécuter le marché.

15. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué aux 5 offres les moins chères, si le nombre d'offres reçues le permet, parmi les offres recevables et conformes au cahier des charges.

La comparaison des offres sera effectuée sur base des coefficients φ_{SAJ} et φ_{TOT} proposés par le soumissionnaire dans le document « Cahier d'engagement ».

La détermination du prix de l'offre servant à la comparaison se fera par application de la formule suivante :

$$P_{\text{offre}} = [70\text{Mio} + (7\text{Mio} * (1 + \varphi_{SAJ}))] * (1 + \varphi_{TOT})$$

Dans laquelle :

- P_{offre} est le prix de l'offre servant pour la comparaison ;
- φ_{TOT} est le coefficient fee applicable au montant des travaux ;

Seront compris dans ce coefficient les Frais Généraux et Bénéfices du contractant, tant au niveau du chantier que du siège de l'entreprise, tous les frais de chantier de gestion de la préparation et des travaux de suivi, la base vie de chaque chantier, sont compris également, le ou les conducteurs de travaux, les ingénieurs de projet, les ingénieurs méthodes, chef de projet, secrétariat, deviseur, comptabilité, ..., nécessaire à la bonne exécution des travaux.

- φ_{SAJ} est le coefficient fee applicable aux postes en sommes à justifier.

Ce coefficient comprend les frais de coordination de chantier lors de l'utilisation de sommes à justifier. Il comprend les frais de chantier de gestion de la préparation et des travaux, du suivi, mais pas les Frais Généraux et Bénéfices du Contractant (voir φ_{TOT}). Tous les frais

spécifiques relatifs aux travaux sont réputés être compris dans le poste Somme à Justifier proprement dit. Par extension, ce taux est utilisé pour le calcul des états modificatifs éventuels.

Ce taux comprend tous les frais d'encadrement (conducteur des travaux, ingénieur de projet, ingénieur méthode, chef de projet, secrétariat, deviseur, comptabilité,) nécessaire à l'exécution des travaux repris dans le poste Somme à Justifier et dans les États modificatifs. Ceci comprend entre autres les frais de préparation de travaux, comme par exemple

- la prise de connaissance et les investigations
- la mise au point de l'exécution
- les visites avec les corps de métier
- le travail par le service méthode
- la planification
-

ainsi que tout le suivi des travaux, et l'achèvement de ceux-ci (constatations de fin de travaux, collection et compulsion de l'AS BUILT auprès des sous-traitants/fournisseurs,).

Le Parlement européen se réserve le droit d'attribuer le présent marché sans négociations.

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

Direction D - Projets immobiliers

L - 2929 LUXEMBOURG



APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

**CONTRAT-CADRE EN ENTREPRISE GÉNÉRALE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE
CONSTRUCTION, DE RÉNOVATION OU D'AMÉNAGEMENT DANS LES BÂTIMENTS DU
PARLEMENT EUROPÉEN**

**ANNEXE I AU CAHIER DES CHARGES
SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

Voir document fourni séparément

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction D - Projets immobiliers
L - 2929 LUXEMBOURG

A APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

**CONTRAT-CADRE DE TRAVAUX D'ENTREPRISE GENERALE POUR LES BATIMENTS DU
PARLEMENT EUROPEEN A BRUXELLES**

**ANNEXE II AU CAHIER DES CHARGES
POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPÉEN**



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA ĦEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET



Protection de l'environnement (EMAS) dans les bâtiments du Parlement européen

Destiné au personnel des entreprises travaillant pour le Parlement européen

Qu'est-ce qu'EMAS?

EMAS est le système utilisé par le Parlement européen (PE) pour **diminuer l'impact de ses activités sur l'environnement**. EMAS est un système de management environnemental (SME) basé sur les normes ISO 14001:2004 et le Règlement EMAS 1221/2009. Le Parlement a commencé à appliquer l'EMAS suite à une décision du Bureau en 2004.

Le Président et le Secrétaire général du PE ont signé la Politique EMAS. Ce document engage le Parlement à diminuer de façon constante son impact sur l'environnement dans des domaines tels que la production de déchets de bureau et de cuisine, la manipulation de substances dangereuses, les émissions CO₂ pour lutter contre le réchauffement de la planète, la consommation d'énergie, d'eau et de papier, le respect de la législation environnementale, la formation du personnel...



Signature de la
Politique EMAS le
28 septembre 2010

Comment mon entreprise peut-elle contribuer à améliorer l'environnement au Parlement européen?

Vous y contribuerez en respectant la législation environnementale en vigueur, ainsi que toutes les consignes et procédures environnementales. Votre société devrait s'assurer que toute personne exécutant des tâches qui ont des impacts environnementaux significatifs a reçu la formation nécessaire. Votre entreprise joue donc un rôle essentiel pour améliorer la qualité environnementale au PE.

Notre engagement environnemental est également repris dans les obligations annoncées dans nos nouveaux contrats: "Le contractant s'engage à respecter (...) les caractéristiques environnementales du marché et toute autre condition du même genre, imposées par le cahier des charges et détaillées, le cas échéant, dans l'offre du contractant. Le Parlement européen se réserve le droit d'effectuer directement auprès du contractant les vérifications et les contrôles nécessaires afin de s'assurer du respect des exigences environnementales imposées (...) Tout constat de manquement de la part du contractant aux obligations environnementales imposées, ainsi que tout refus de vérification par le Parlement européen ou un organisme dûment mandaté, permettra au Parlement européen de résilier le contrat".

Si vous utilisez des substances dangereuses pour l'environnement, vous êtes tenus de respecter la législation en vigueur et de connaître les procédures environnementales du PE. Pour plus d'infos, veuillez contacter votre responsable au Parlement européen.



Si vous êtes dans nos bâtiments et vous détectez un accident avec des conséquences environnementales significatives (comme un incendie, explosion, fuite d'eau, de mazout, de gaz, d'huile ou d'autres substances dangereuses), veuillez en informer le Service de la Sécurité (☎ 85112). Le même numéro peut être utilisé en cas d'urgence médicale.



Nous remercions les contractants et sous-traitants du Parlement pour leur précieuse contribution au tri, stockage et revalorisation des déchets. Nous vous rappelons l'importance de respecter le tri et vous prions de sensibiliser vos collègues de l'importance de votre rôle pour l'environnement.



Et que pourrait faire mon entreprise si elle provoque d'autres impacts sur l'environnement?

Si les activités réalisées par votre entreprise pour le Parlement européen provoquent d'autres impacts sur l'environnement (consommation de papier, de carburant, d'électricité, d'eau, production d'autres types de déchets...) vous pouvez contacter votre responsable au Parlement européen afin d'essayer d'améliorer votre performance environnementale (l'équipe de coordination EMAS se tient également à votre disposition).

Quelques petits conseils pour le quotidien:



Économisez l'eau. Fermez bien le robinet et prévenez le service responsable si vous constatez une fuite.



Économisez l'énergie. Éteignez l'éclairage quand il n'est pas nécessaire et épargnez l'électricité.



Empruntez plutôt les escaliers. C'est mieux pour votre santé et plus écologique!



Recyclez les déchets. Veuillez ramasser vos déchets et utiliser les poubelles adéquates. Les déchets qui ne sont pas bien triés ne pourront pas être recyclés!



Privilégiez le transport public pour vos déplacements. Le transport est une des sources les plus importantes des émissions CO₂.

Du concret pour l'environnement, le Parlement européen en a-t-il déjà réalisé? Le PE travaille depuis longtemps pour améliorer l'environnement. Voici quelques réalisations concrètes:

- Le PE s'est engagé à **réduire ses émissions CO₂ de 30%** pour 2020.
- Le Parlement **trie et revalorise ses déchets** et porte une attention particulière aux **produits dangereux**.
- Le Parlement utilise de **l'électricité** provenant à **100%** de sources renouvelables, et cela dans les trois lieux de travail.
- Le PE intègre des **clauses environnementales** dans les marchés publics.

Saviez-vous que le Parlement a obtenu les certifications EMAS et ISO 14001:2004? Ainsi, des audits externes seront effectués chaque année et votre implication dans le système environnemental sera également évaluée.

EMAS, c'est vous!



EMAS-214

Nous attendons vos propositions et suggestions sur emas@europarl.europa.eu ; ☎ (+352.4300) 22500



Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction D - Projets immobiliers
L - 2929 LUXEMBOURG

APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

**CONTRAT-CADRE EN ENTREPRISE GÉNÉRALE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE
CONSTRUCTION, DE RÉNOVATION OU D'AMÉNAGEMENT DANS LES BÂTIMENTS DU
PARLEMENT EUROPÉEN**

**ANNEXE III AU CAHIER DES CHARGES
FICHE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

Nom officiel du membre mandaté par le groupement⁹:

.....

Adresse officielle :

.....
.....

Forme juridique du groupement¹⁰:

.....
.....

Je soussigné(e) M./M^{me}....., en ma qualité de représentant du mandataire du groupement d'opérateurs ayant soumis la présente offre, déclare avoir pris connaissance des conditions fixées par le Parlement européen afin de pouvoir présenter une offre en tant que groupement et que la soumission d'une offre ainsi que la signature de la présente déclaration comportent l'acceptation desdites conditions:

"Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique dans l'offre. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, comme par exemple, un consortium ou une association temporaire);
- la signature par tous les partenaires d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le document produit doit prouver le statut réel du groupement. De même, dans ce document ou dans une annexe à celui-ci, les opérateurs économiques faisant partie du groupement devront s'engager en tant que soumissionnaires à assumer une responsabilité solidaire lors de l'exécution du contrat si celui-ci leur est attribué.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci garantissent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. Toutefois, dans le contrat qui sera signé avec le groupement d'opérateurs, le Parlement européen se référera expressément à l'existence de cette responsabilité solidaire. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité qui pourra

⁹ Indiquez le nom et l'adresse du membre mandaté par les autres membres du groupement pour représenter celui-ci. En cas d'absence de mandat, tous les membres du groupement devront signer la présente déclaration.

¹⁰ À indiquer si une forme précise a été choisie par les membres du groupement. Dans le cas contraire, ne rien mentionner.

représenter les membres et aura, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres."

Renseignements concernant les membres du groupement économique			
Nom du membre du groupement	Adresse du membre du groupement	Nom du représentant du membre	Descriptions des capacités techniques, professionnelles et économiques ¹¹

Date:

Signature:

¹¹ Si l'offre contient déjà une telle description, l'endroit exact où celle-ci se trouve dans l'offre pourra être indiqué.



Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction D - Projets immobiliers
L - 2929 LUXEMBOURG

APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

**CONTRAT-CADRE EN ENTREPRISE GÉNÉRALE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE
CONSTRUCTION, DE RÉNOVATION OU D'AMÉNAGEMENT DANS LES BÂTIMENTS DU
PARLEMENT EUROPÉEN**

**ANNEXE IV AU CAHIER DES CHARGES
FICHE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS**

Fiche de renseignements financiers

Le soumissionnaire ou chaque société, dans le cas d'un groupement de sociétés disposant d'un mandataire commun, remplit la présente fiche en se fondant sur les bilans financiers des trois derniers exercices, qui doivent être fournis en annexe.

Chiffre d'affaires globale

Montant total du chiffre d'affaires des trois derniers exercices

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Chiffre d'affaires lié au domaine du marché

Montant du chiffre d'affaires des trois derniers exercices

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Bénéfice

Montant total du résultat net après impôts réalisé durant les trois derniers exercices

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Actifs disponibles à court terme

Montant total des actifs disponibles¹² dans un délai d'un an

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Endettement à court terme

Montant total des dettes¹³ à moins d'un an

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Certifiée sincère et exacte.

Fait à le

Signature(s):

¹² Créances à un an au plus, commandes en cours, placements de trésorerie, valeurs disponibles et comptes de régularisation.

¹³ Ensemble des dettes de toute nature à un an au plus et comptes de régularisation.

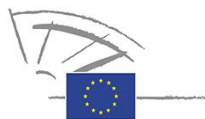


Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction D - Projets immobiliers
L - 2929 LUXEMBOURG

APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

**CONTRAT-CADRE EN ENTREPRISE GÉNÉRALE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE
CONSTRUCTION, DE RÉNOVATION OU D'AMÉNAGEMENT DANS LES BÂTIMENTS DU
PARLEMENT EUROPÉEN**

**ANNEXE V AU CAHIER DES CHARGES
FICHE DE REFERENCE TRAVAUX**



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
 EUROPAÏSCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
 PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA EUROPSKI PARLAMENT PARLAMENTO EUROPEO
 EIROPAS PARLAMENTS EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW
 EUROPEES PARLEMENT PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
 EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Direction générale des infrastructures et de la logistique
 Direction des Projets immobiliers

Annexe V

Contrat cadre de travaux en entreprise générale dans les bâtiments du Parlement européen

FICHE DE REFERENCE TRAVAUX

REFERENCES SOUMISSIONNAIRE

CRITERES DE SELECTION

	REFERENCE 1	REFERENCE 2	REFERENCE 3
NOM DE L'OPERATION			
ADRESSE DES TRAVAUX			
SUPERFICIE DE L'OPERATION CONCERNEE			
ENTREPRISE GENERALE OU MANDATAIRE D'UN GROUPEMENT			
LOTS REALISES PAR L'ENTREPRISE OU LE GROUPEMENT			
BUGDET TOTAL DE L'OPERATION			
MONTANT CONTRAT DES TRAVAUX DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT			
DESCRIPTIF TRAVAUX REALISES			
COORDONNEES MAITRE DE L'OUVRAGE			
ANNEE(S) DE REALISATION			
DUREE DE L'OPERATION			
CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DELIVREE PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Fait à , le

Signature

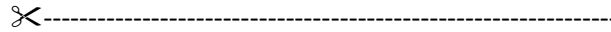


Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction D - Projets immobiliers
L - 2929 LUXEMBOURG

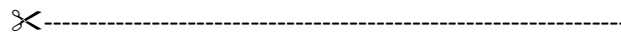
APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

**CONTRAT-CADRE EN ENTREPRISE GÉNÉRALE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE
CONSTRUCTION, DE RÉNOVATION OU D'AMÉNAGEMENT DANS LES BÂTIMENTS DU
PARLEMENT EUROPÉEN**

**ANNEXE VI AU CAHIER DES CHARGES
ÉTIQUETTES À APPOSER SUR LES ENVELOPPES EXTERNE ET INTERNE LORS DE L'ENVOI DE L'OFFRE**



PARLEMENT EUROPEEN
Service du Courrier officiel
Bâtiment Altiero Spinelli
Rue Wiertz 60
B-1047 Bruxelles
Belgique
APPEL D'OFFRES n° 06D30-2018-M003
Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Bureau WIM 08Z001
A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER
NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITEE



PARLEMENT EUROPEEN
Service du Courrier officiel
Bâtiment Altiero Spinelli
Rue Wiertz 60
B-1047 Bruxelles
Belgique
APPEL D'OFFRES n° 06D30-2018-M003
Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Bureau WIM 08Z001
A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER
NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITEE